

ASSEMBLÉE NATIONALE DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Les députés réunionnais ont confiance

Au Palais-Bourbon, seuls deux députés réunionnais sur sept se sont abstenus de voter la confiance à Manuel Valls et à son gouvernement. Les autres ont voté pour et attendent la traduction de ses engagements dans la prochaine loi de finances.

Le mot outre-mer a été prononcé deux fois par le Premier ministre, Manuel Valls, lors de son discours de politique générale. Cela peut paraître peu pour quarante-cinq minutes d'argumentation mais il y avait largement de quoi ravir les députés réunionnais. « Ce n'était pas un discours sur l'outre-mer, le fait que le Premier ministre ait assuré nos territoires du "soutien infaillible de l'Etat", c'est déjà beaucoup, c'est que j'attendais de lui », résume Patrick Lebreton, député (PS) du Sud. Ce dernier, comme les autres élus socialistes de La Réunion, a voté pour la confiance au gouvernement. Un point de vue qui n'a pas été partagé par Huguette Bello et Thierry Robert. Le député-maire de Saint-Leu n'a pas fait le déplacement. Huguette Bello, en revanche, a expliqué son abstention à la sortie de l'hémicycle. « Je choisis de rester vigilante. Parce que nous ne sommes pas certains que les engagements pris par François Hollande à La Réunion soient tenus ».



Patrick Lebreton a voté la confiance au gouvernement Valls 2, contrairement à Huguette Bello qui s'est abstenue.

mage sont nos problèmes et Manuel Valls l'a bien souligné. Il a aussi évoqué l'école et c'est un point majeur pour notre territoire ».

« Il ne faut pas se focaliser sur ce qu'il a dit directement de l'outre-mer (bien qu'il montre qu'il connaît nos problèmes) mais bien sur le cap qu'il réaffirme et la volonté de préserver les acquis sociaux », affirme pour sa part Monique Orphé. Selon elle, « Manuel Valls a bien fait de répondre au Medef qui remet en cause les acquis sociaux et les 35 heures. Surtout, la hausse des retraites est un point important, qui devait être fait depuis longtemps. Cela était particulièrement attendu à La Réunion ».

A Paris, Julien Sartre

« Répondre au Medef »

Les annonces concrètes de Manuel Valls n'ont pas laissé indifférents les élus de la majorité. Jean-Jacques Vlody, par exemple, s'est félicité des annonces gouvernementales sur la réforme territoriale et attend désormais que « la loi de finances traduise concrètement les promesses d'action ».

Non loin, Ericka Bareigts confirme : « Nous avons besoin d'une action visible de l'Etat à La Réunion. Le logement et le chô-

notre département ».

Eric Marguerite (Force ouvrière) : « Il ne répond pas aux exigences de la situation économique, ni à la préoccupation de l'ensemble des Français et encore moins aux chômeurs qui n'ont plus d'espoir de trouver un boulot demain. Il faut aller vers du concret. Savoir par exemple qu'elles contreparties apportent le patronat dans le pacte de responsabilité. Certes, il n'y a pas de recettes miracles. Pour Force ouvrière, il faut absolument revaloriser les salaires pour relancer la croissance. C'est la croissance qui crée de l'emploi et non pas la confiance ».

Johnny Michel (Solidaires) : « La politique du gouvernement c'est comme un tambour : ça fait beaucoup de bruit mais c'est complètement creux. Le Premier ministre aura peut-être le vote qu'il souhaite mais la grogne continuera. Et dans six mois ce sera Valls3 ou Valls dégage. Ce n'était pas la confiance aux députés qu'il fallait demander mais un référendum au peuple. Pour moi Don Quichotte continue de brasser du vent ».

Du côté des politiques



■ **Nassimah Dindar (présidente du conseil général).** Le Premier ministre « ressort affaibli de ce scrutin, puisque, bien qu'il ait en effet obtenu cette confiance, l'abstention et le vote « contre » ont grandement progressé. Il s'agit là d'un signal d'alerte fort, les députés indiquant au gouvernement qu'un changement de politique est non seulement possible mais qu'il est indispensable », commente Nassimah Dindar.

La présidente de l'UDI se félicite du « coup de pouce » donné aux petites retraites, de manière ponctuelle par une prime exceptionnelle, et de manière plus pérenne avec la hausse du « minimum vieillesse ». En revanche, elle déplore « les propos ambigus de Manuel Valls qui, tout en réaffirmant sa volonté de réaliser 21 milliards d'euros d'économies sur les collectivités en 2015, assure qu'il maintiendra leurs capacités d'investissement. En l'état actuel des finances publiques et de celles des collectivités, les deux objectifs sont pourtant inconciliables » !

Quant à la réforme territoriale, « nous sommes bien loin de l'objectif de simplification maintes fois annoncé, avec désormais la création annoncée de trois types de Départements différents, selon qu'ils soient ruraux, qu'ils disposent d'une métropole ou soient dotés d'inter-

communalités fortes ».

■ **Philippe Leconstant (PS).** « Rappelons que le Premier ministre n'était pas obligé de réclamer ce vote de confiance des députés. Beaucoup disaient d'ailleurs que c'était un pari risqué. Mais le résultat lui donne raison. C'est une opération réussie. Pour un tel vote, nous avons déjà connu des résultats plus serrés. Il ne faut pas exagérer les choses : je regrette que tous les socialistes n'aient pas fait bloc derrière le Premier ministre. Même si c'était prévisible.

« Sur le discours, je retiens sa détermination. C'est un discours de vérité, sans démagogie, courageux. Il a rappelé que la gauche était toujours guidée par les mêmes valeurs, mais qu'il fallait s'adapter face à la crise en Europe. J'ai bien aimé ce qu'il a dit à propos des entreprises qu'il faut aider pour qu'elle créent de l'emploi : ce n'est pas un choix idéologique mais bien stratégique ».

■ **Yvan Dejean (PCR).** « C'est un gouvernement totalement affaibli qui apparaît après ce vote de confiance. C'est une évidence. Entre Valls 1 et Valls 2, nous sommes passés de 306 à 269 voix. Il n'a plus de majorité. Ceci annonce des moments difficiles, comme pour la loi de finances ou la loi sur la Sécurité sociale.

« Pour ce qui est du discours, rien de neuf. C'est la feuille de route tracée après le tournant libéral du 14 janvier. Pour nous aussi, les mois qui s'annoncent seront très difficiles ».



Du côté du patronat

■ **Yann de Prince (Medef):** « J'ai trouvé le discours du Premier ministre intéressant. Il a pris la mesure de la situation et veut relancer la machine en soutenant les entreprises. Nous ne pouvons qu'accueillir favorablement un tel raisonnement. J'entends également la demande adressée aux entreprises en terme d'engagements réciproques. Là encore, je partage pleinement cette vision de notre pays. Les entreprises sont prêtes à jouer le jeu. Je ne crois pas, en revanche, qu'il faille voir une provocation dans l'attitude de Pierre Gattaz (NDLR : président du Medef national). Le Medef avait salué le discours de Manuel Valls lors de son université. La vérité, c'est que la situation de notre pays est mauvaise. Il ne doit pas y avoir de sujet tabou. Pour le reste, il conviendra maintenant de voir si les actes sui-

vent les engagements et en particulier si les promesses faites récemment par le président de la République pour les outre-mer sont tenues ».

■ **Dominique Vienne (CGPME):** « Il est rassurant que le Premier ministre garde une pensée pour les outre-mer. Il faut néanmoins que cela se traduise par une bienveillance des services de Bercy et dans les politiques publiques. Les outre-mer ne sont pas juste des liens affectifs pour la France mais des espaces stratégiques pour la nation. Plus généralement, la problématique d'une entreprise artisanale ou d'une TPE n'est pas la même que pour une grande entreprise. Le gouvernement doit s'adapter et segmenter les dispositifs car toutes les entreprises n'ont pas les mêmes attentes et les mêmes besoins. La réforme de la formation professionnelle a été injuste pour les TPE avec la suppression de la péréquation. En faisant cela, le gouvernement a touché à un dispositif vertueux. L'entreprise, pour moi, c'est un lieu d'émancipation et de développement personnel. La vérité, c'est que la rémunération d'un dirigeant de PME-TPE est à peine supérieure à celle d'un cadre supérieur ».



Vite dit, vite lu

■ Procès Xynthia

L'ancien maire René Marratier mis à mal à la barre



L'ancien maire de La Faute-sur-Mer (Vendée) René Marratier a été sévèrement malmené à la barre hier soir, lors du procès du drame de la tempête Xynthia, par le président du tribunal qui a fustigé son « autisme absolu par rapport aux antécédents historiques » d'inondations de sa commune.

« De mémoire de Fautais, jamais une inondation ne s'est produite à La Faute-sur-Mer » : cette déclaration, plusieurs fois réitérée par l'ancien maire aux lendemains de la catastrophe du 28 février 2010 qui avait fait 29 morts dans la commune, a fait bondir hier le président du tribunal correctionnel des Sables-d'Olonne, Pascal Almy, qui a poussé l'ancien édile dans ses retranchements après une journée où ont été évoqués tous les précédents historiques d'inondations de la commune.

Le président a fustigé l'« autisme absolu par rapport aux antécédents historiques » de l'élu, qui bafouillait à la barre alors qu'un historien venait de rappeler que la commune avait été soumise à des inondations à plusieurs reprises au début du XXe siècle, les dernières fois en 1940, 1941 ou encore 1957.

■ Polynésie

Flosse déchu de son mandat de sénateur

Le Conseil constitutionnel a constaté hier la déchéance de Gaston Flosse de son mandat de sénateur, après sa condamnation définitive à une peine d'inéligibilité de trois ans dans une affaire d'emplois fictifs en Polynésie française.

M. Flosse, homme fort de l'archipel depuis 30 ans, avait déjà été démis d'office de sa fonction de président de la Polynésie le 5 septembre après le rejet de ses recours d'une décision de la Cour de cassation, dont une demande de grâce présidentielle. Son mandat de sénateur devait s'achever à la fin du mois et il n'était pas candidat à un renouvellement.

■ Fait divers

Perquisitions et interpellations dans un important cercle de jeux parisien

Des perquisitions étaient en cours hier matin dans l'un des plus importants cercles de jeux français, l'Aviation club de France (ACF), situé sur les Champs-Élysées à Paris, et près d'une dizaine de personnes ont été placées en garde à vue, a-t-on appris de source policière.

Des salariés et anciens employés du cercle ont été interpellés ainsi que son dirigeant Marcel Francisci, une figure de la politique locale en Corse du sud où il dirige l'UMP.

L'Aviation club de France est l'un des plus importants cercles de jeux en France, où sont régulièrement organisés des tournois de poker.

